

26 novembre 1992 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, sur les négociations de paix au Proche-Orient, les rôles respectifs de la CEE et de l'OLP, les relations entre la France et Israël et notamment l'arrêt du boycott commercial, Jérusalem le 26 novembre 1992.

Mesdames et messieurs,

- J'effectue comme vous le savez une visite d'Etat en Israël. C'est la deuxième depuis mon élection à la Présidence de la République française. Nous sommes arrivés il y a vingt-quatre heures. Dès hier soir, nous avons commencé des conversations avec les plus hautes autorités de l'Etat, nous les avons poursuivies ce matin. Un repas nous a réunis, Premier ministre, ministres des affaires étrangères, d'autres membres du gouvernement et d'autres personnalités, et nous avons continué la conversation d'information mutuelle. Nous avons ébauché un certain nombre d'accords dont certains seront signés aujourd'hui même. Demain ce voyage se poursuivra dans le Sud, au Neguev, après quoi la délégation française qui m'accompagne partira avec moi pour la Jordanie.

- Voilà très brièvement rappelés les éléments purement factuels de ce voyage en Israël.

- Je remercie M. Shimon Pérès de sa présence en cette circonstance. J'ai pu avec lui, en sa qualité de ministre des affaires étrangères, aborder pratiquement tous les problèmes en cours. Le moment est venu maintenant de vous en parler si vous le désirez.\

QUESTION.- Monsieur le Président de la République, le Premier ministre, M. Rabin, nous a dit que la France avait un rôle à jouer dans le cadre des multilatérales pour changer le climat du processus de paix. Vous a-t-il dit quelle sorte d'action il pouvait attendre de la France et sinon que pourriez-vous proposer pour changer le climat de ce processus ?

- LE PRESIDENT.- Changer le climat, c'est peut-être une ambition excessive car cela ne dépend pas de nous mais bien des protagonistes qui ont à choisir soit les chemins de la paix, soit les chemins de la guerre. Parmi les moyens qui devraient permettre de faciliter le dialogue, en effet, nous avons parlé de cette initiative qui dans le cadre des conversations multilatérales - qui ont été comme vous le savez également retenues à Madrid - passerait par la Communauté européenne en relation directe avec les pays du Moyen-Orient directement intéressés au règlement du conflit et qui sont des pays voisins ou mitoyens d'Israël et les pays arabes. L'idée est venue d'une initiative que la France peut parfaitement répercuter auprès des autres pays de la Communauté au sein du Conseil européen. Personnellement j'y suis favorable. Cela consisterait à affecter une part des engagements du Fonds européen de développement à des projets communs à ces pays concernant les transports, le développement des échanges, le tourisme & je ne cite là que quelques exemples qui doivent intéresser tous les pays de la région. Ce Fonds européen de développement pourrait se consacrer à des projets tout à fait concrets qui à la fois participeraient au développement nécessaire et d'autre part permettraient d'engager bien des dialogues utiles et démontreraient qu'il est possible de travailler ensemble. Il a même été indiqué qu'il devrait être possible de consacrer une part pouvant aller jusqu'à 1 milliard d'écus environ pris sur le Fonds européen.

- Je pense que cette démarche doit être engagée avec détermination et précaution. Nul ne doit se sentir exclu : au contraire cette initiative est faite pour rassembler tous les intérêts antagonistes aujourd'hui, mais tous les intérêts en présence ! Tous les peuples des Etats de la région ont un intérêt évident à voir les conditions de leur existence quotidienne qui se ressemblent, traitées en commun en relation avec l'Europe et c'est là que le multilatéral prend tout son sens. En tout cas, je le répète, c'est une initiative que la France est tout à fait désireuse de répercuter auprès du Conseil européen.\

QUESTION.- Est-ce que vous estimez que le moment est venu pour que les Israéliens reconnaissent que l'OLP doit siéger à la table des négociations ? Est-ce que vous estimez que vous leur avez mieux expliqué que l'OLP existait, qu'ils parlaient déjà à travers des intermédiaires à l'OLP ? Est-ce que les Européens peuvent faire quelque chose, est-ce que les Français, enfin bref, est-ce que vous pouvez y être ?

- LE PRESIDENT.- La France naturellement n'a pas à déclarer quoi que ce soit à la place du gouvernement d'Israël. J'ai exprimé mon opinion cent fois y compris il y a dix ans en cette même ville. Je pense que le problème palestinien se trouve comme toujours au centre des difficultés présentes et donc au carrefour de la paix et de la guerre et qu'il ne s'agit pas de choisir son interlocuteur, il est là. Jusqu'ici je n'ai pas aperçu d'autre force que l'OLP qui soit en mesure de s'exprimer au nom des Palestiniens. Ce n'est pas moi qui choisis.

- J'essaie seulement d'avoir un regard objectif sur une situation que j'ai souvent constatée. Mais pour ce qui est d'apprécier avec qui il faut négocier, c'est l'affaire du gouvernement ici. Moi je viens ici en ami, j'exprime l'opinion du gouvernement de la République française. Je ne prétends pas être écouté à 100 %.

- J'espère qu'il restera assez de ces conversations pour permettre à ces négociations de paix d'avancer. Je suis de ceux qui pensent qu'il serait sage, surtout avec l'évolution des temps et des choses dans le monde, d'avancer, pour reprendre une expression qui revient à Willy Brandt, "pas à pas" plutôt que de choisir la politique du tout ou rien qui n'a rien donné jusqu'ici. Donc tout progrès est appréciable, mais cela je le répète, c'est de l'ordre du conseil. Il appartient à l'Etat d'Israël, et aux Palestiniens qui en sont chargés, de dire ce qu'ils entendent faire.

- Pour ce qui me concerne, j'ai rappelé ce qui me paraît être une évidence, c'est-à-dire l'existence de l'OLP, interlocuteur qui jusqu'ici est apparu comme le seul possible. L'avenir dira où se trouve la vérité. Le gouvernement israélien a développé toute une stratégie extrêmement intéressante, positive. Avec ce pas à pas, il me semble que dans les propositions du gouvernement d'Israël, nombreuses sont les dispositions qui permettraient un progrès, lent sans doute mais continu.

- Ce n'était pas la théorie générale de M. le Premier ministre Rabin que je connais depuis très longtemps puisque nous siégeons ensemble il y a 15 ou 20 ans au sein du bureau de l'Internationale socialiste. Que de fois me suis-je entretenu de ce même sujet avec M. Shimon Pérès lorsqu'il était Premier ministre ou dans sa qualité de ministre des affaires étrangères ou bien tout simplement lors des rencontres amicales que nous avons. De ce point de vue les avis diffèrent mais c'est déjà très important de pouvoir exprimer des avis et de pouvoir dialoguer. C'est ce que nous n'avons jamais cessé de faire.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez déclaré "ce processus n'est peut-être pas le meilleur mais puisqu'il existe, il est le meilleur par rapport à tous ceux qui n'ont pas existé". Est-ce qu'au fond de vous-même, vous n'avez pas envie d'entrer dans ce processus ?

- LE PRESIDENT.- Je ne suis pas dévoré par l'envie de me mêler d'une négociation, surtout quand elle n'aboutit pas. C'est vrai que j'avais préconisé dès 1984 une autre méthode et celle d'une conférence internationale à laquelle auraient pu participer les membres du Conseil de Sécurité et les pays intéressés de la région, du voisinage.

- Tel n'a pas été le cas. Le gouvernement d'Israël de l'époque a préféré agir autrement et a trouvé plus de sécurité à s'adresser au parrainage des Etats-Unis, a trouvé également plus de garanties avec la Russie qu'avec les autres pays d'Europe. Il est libre de son choix, et de ce fait, moi, je n'ai rien à dire, et je n'en ai aucun regret particulier. C'est pourquoi je conclus en disant :

après tout, ce processus-là existe, il a été mis en place avec tout le dire, une extraordinaire persévérance de MM. Bush et Baker d'un côté, des autorités israéliennes d'autre part, et l'acquiescement russe. Enfin, parce que je suis réaliste et que je voudrais que la paix finisse par l'emporter, je préfère ce processus qui existe à celui qui n'existe pas.

QUESTION.- Monsieur le Président, vos interlocuteurs vous ont-ils demandé d'utiliser l'influence de la France sur les Palestiniens pour faciliter l'émergence d'une représentation élue démocratique ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que les Palestiniens, - ça n'a pas été dit expressément - attendent des pays amis qu'ils aident au maximum par leurs rencontres et par leurs propres relations le processus dans lequel on s'est engagé qui est un double processus : bilatéral, mais également multilatéral.

- Nous ne sommes pas des intermédiaires entre Israël et les Palestiniens et simplement nous avons pu rencontrer certains des dirigeants palestiniens. J'ai moi-même rencontré M. Arafat à deux reprises au cours de ces dernières années. Je l'ai reçu une fois en tant que leader de l'OLP, j'étais d'ailleurs l'un des derniers responsables européens à le faire, j'avais pris du retard même ! Je ne sais pas si en Israël on commençait à me reprocher ce retard... mais c'est vrai que M. Arafat avait été reçu un peu partout. La Conférence internationale a eu lieu à Madrid, ce dont je me réjouis car nous sommes les amis des Espagnols, mais il faut rappeler que les dirigeants espagnols avaient été un peu plus rapides que nous puisque M. Arafat avait pu dîner chez le Roi et rencontrer le Premier ministre, Felipe Gonzalez avant de se rendre en France. Comme quoi, voyez, Israël est sans rancune... je veux dire à l'égard de l'Espagne !

- J'estime que c'est une bonne chose, mais je comprends que des pays en guerre, qui ont beaucoup souffert, comme Israël, qui a souffert du terrorisme, - l'intolérable, l'inadmissible terrorisme ! - aient des réflexes différents. Mais jugeant de l'endroit où je suis, avec les éléments d'appréciation qui sont les miens, responsable de la République française, j'ai cru devoir agir ainsi. Quelle conclusion en ai-je tiré ? Quelques contacts avec d'autres Palestiniens, assez rarement, je dois dire, m'ont convaincu que jusqu'à nouvel ordre, il n'y a pas d'autres forces réelles qui se soient présentées à l'horizon politique. S'il en est d'autres, on appréciera. Donc, voilà, c'est ce constat de la réalité dont j'ai fait part une fois de plus à mes interlocuteurs israéliens en me gardant bien de me mettre à leur place. La mienne me suffit...

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a un geste récent que vous avez fait qui a beaucoup choqué les Israéliens : c'est ce dépôt de gerbe sur la tombe de Philippe Pétain. Que pouvez-vous dire aux Israéliens qui ont été choqués, et qui disent qu'ils ne comprennent pas ce geste. Vous avez aussi déclaré récemment : je ferai le geste qu'il faudra, je le ferai assez rapidement peut-être pour dissiper ce malaise. Alors, quel geste, et quand ?

- LE PRESIDENT.- Je vous répondrai d'abord que c'est une affaire intérieure qui concerne les Français. Si je vais plus loin dans ma réponse, c'est uniquement parce que vous m'êtes sympathique. Autrement je n'ai aucun compte à rendre à l'étranger sur les actes qui concernent mon pays.

- Je ne suis pas le premier Président de la République mais au moins le quatrième à faire ce geste. Je l'ai fait un peu plus souvent que les autres, c'est vrai, mais enfin, s'il y a une différence de degré, il n'y a pas de différence de nature. Mais j'observe que pour mes prédécesseurs, personne n'a rien dit, peut-être parce que l'on s'était habitué à ne pas les considérer comme les plus fidèles amis des Israéliens ! Est-ce dire que vous avez réservé vos foudres à ceux que vous considériez comme vos amis, mais c'est assez dans la logique sentimentale, tout cela. Donc, cela me regarde et cela regarde les Français dans leur appréciation à l'égard de leur chef de l'Etat. Ce que je veux dire aussi, c'est que la masse des documents qui ont été mis à jour depuis quelques années montre une intervention directe des autorités françaises dans l'un des actes les plus abominables de la guerre. Je pense en particulier à l'affaire du Vel' d'Hiv qui est proprement insupportable. La responsabilité qui jusqu'alors apparaissait comme la responsabilité politique d'un pauvre gouvernement dans un pays occupé par l'ennemi et donc soumis aux injonctions de cet ennemi, devenait alors cette fois-ci activement répréhensible. Alors, je pense qu'il faut, en effet, que des gestes soient accomplis, pas pour apaiser mais pour se faire comprendre. Je pense

que la somme des douleurs que représentent ces arrestations, ces déportations, ces morts par milliers, et ces deuils qui ne peuvent pas être oubliés, méritent de ma part, comme de tout Président de la République qui me succéderait un comportement particulier. Voilà pourquoi j'ai parlé de l'avenir en disant qu'il fallait que la communauté juive de France sache que la douleur qu'elle porte en elle est comprise et partagée par le gouvernement de la République. Il m'appartient d'en faire la démonstration.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez rappelé tout à l'heure que vous serez à Amman demain où vous rencontrerez le Roi Hussein. Alors, est-ce que vous lui apporterez un message des dirigeants israéliens ?

- LE PRESIDENT.- Je vous le répète, je ne suis pas un intermédiaire. Je pourrai simplement lui dire un peu l'état d'esprit que j'ai observé ici. Je ne pense pas me tromper (en présence de M. Shimon Pérès) en disant qu'Israël considère l'existence de la Jordanie en tant qu'Etat dont le fonctionnement est une bonne condition d'équilibre ou de stabilité pour la région toute entière. Ses intentions sont donc des intentions très ouvertes. Maintenant, il faudra demander cela directement au chef du gouvernement ou au ministre des affaires étrangères, ils l'expliqueront mieux que moi.

- Je crois que vous venez de mettre l'accent sur un point essentiel du développement du Moyen-Orient. J'estime que le passage à la démocratie est un passage obligé, et que démocratie et paix vont de pair. Maintenant, bien entendu, je ne vais pas intervenir à l'intérieur des affaires des Etats en question.\

QUESTION.- Israël semble douter de la sincérité syrienne à l'égard du processus de paix. Est-ce qu'à travers les contacts que la France a eus avec la Syrie, vous partagez ce sentiment ?

- LE PRESIDENT.- Le ministre des affaires étrangères est allé en Syrie, il n'y a pas très longtemps. Je suis allé moi-même à Damas en 1984, quelques temps après être allé à Jérusalem.

- Je ne peux rien dire, je n'ai pas participé aux négociations en cours, je ne sais pas ce qu'on s'y est dit. Mais j'ai l'impression que pour la première fois, une ébauche de dialogue a commencé avec les négociations bilatérales qui ont eu lieu avec la Syrie, le Liban, et les autres partenaires arabes. C'est une amorce qui change tout de même fondamentalement le comportement habituel. Maintenant à partir de là, il ne m'appartient pas de juger la sincérité. Sur une question à laquelle je ne peux pas répondre, je suppose, de part et d'autre, une sincérité totale.\

QUESTION.- Monsieur le Président, notre presse israélienne a l'impression que vous avez une sensibilité tout à fait particulière qui s'exprime lorsqu'on émet des critiques à votre égard. Pouvez-vous nous dire ce qui vous choque tant et vous énerve dans la presse israélienne ?

- LE PRESIDENT.- Il n'y a rien de particulier, je suis aussi susceptible avec la presse française, et je lis, je dois le reconnaître, plus souvent la presse française que la presse israélienne. La presse israélienne est très vive, très vivante, mais je n'ai pas à la juger. Je croyais que vous alliez me poser une question de fond et on aurait pu alors voir si votre jugement était vrai. Alors allez-y, posez une question...\

QUESTION.- Monsieur le Président, il y a dix ans, vous étiez là en visite officielle, et il y a dix ans s'est écroulé devant vous M. Ménaïem Begin et aujourd'hui, dix ans plus tard, un autre ex-Premier ministre a un malaise. Pensez-vous qu'il y a là, lors de votre présence en Terre sainte une force tranquille, une force mystique, que se passe-t-il, pourquoi les hommes de droite tombent-ils auprès de vous ?

- LE PRESIDENT.- J'en suis très fâché et d'une certaine manière un peu navré que cela ne se produise pas du tout dans mon pays, enfin sans vouloir de mal à personne !!! M. Begin m'avait excellemment bien reçu, j'avais avec lui des relations et en dépit de nos différences sur bien des sujets, nous avions déjà des relations anciennes et amicales, et j'avais beaucoup d'estime pour lui. Ajoutons qu'il avait à l'égard de la France une attitude extrêmement positive, connaissait bien notre langue, bien notre culture, d'où des liens de sympathie qui ont su dépasser les autres clivages qui ne sont pas négligeables. Je me souviens qu'à la Knesset puis dans une conférence de presse, nous avons eu à exposer deux thèses qui ne se ressemblaient pas, mais cela ne nous

a pas empêchés, après ce voyage, et jusqu'aux dernières années de la vie de M. Begin d'avoir des échanges de vue, quelques mots écrits, quelques conversations. Donc il n'y avait strictement aucune autre raison que son état de santé, que vous saviez fragile déjà pour qu'il ait connu ce moment difficile lors de mon voyage à Jérusalem. Quant à M. Shamir, j'ai eu l'occasion de le voir hier soir, il avait l'air de bien se porter, mais vous savez, à nos âges... on ne sait pas trop ce qui peut se passer.

- Donc, je comprends très bien qu'il ait pu être fatigué lui aussi, d'autant plus que la politique intérieure israélienne, cela doit être assez fatigant !\

QUESTION.- Une question un peu plus détendue mais non moins importante : dix pour cent de la population israélienne est francophone & alors est-ce que vous êtes favorable à l'entrée d'Israël au sein de la Communauté des Etats francophones ?

- LE PRESIDENT.- Je trouve cela très sympathique et j'y serai plutôt favorable a priori.

- QUESTION.- Comment expliquez-vous que pour l'instant Israël n'est pas encore entré dans la Communauté des Etats francophones ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'Israël ne se sent pas appartenir par priorité à ce type de communauté, en raison de la formation de sa propre culture, et dix pour cent, ce n'est quand même pas quatre vingt dix ! ! Donc, si en effet beaucoup de responsables israéliens parlent français, et un bon français, le peuple israélien qui a dû déjà réapprendre sa propre langue, qui est facilement polyglotte, aurait peut-être quelque peine à se reconnaître dans une seule langue, qui serait la langue française. Bien entendu, je souhaiterais qu'il en fût autrement, mais je trouve que la part est déjà belle, celle que l'on réserve au français dans ce pays.\

QUESTION.- Monsieur le Président, dans le passé la France a eu un accord assez honteux avec l'OLP, et l'OLP l'a violé. Aujourd'hui, si la France traite l'OLP comme diplomate, est-ce que la France peut combattre sérieusement le terrorisme ?

- LE PRESIDENT.- Ecoutez, vous me posez une question en y impliquant votre propre réponse. Un accord avec l'OLP, je ne sais de quoi vous parlez, et un "accord honteux" je comprends encore moins. Vous avez le droit d'avoir une opinion, mais il est difficile d'inventer des faits qui n'existent pas. Nous avons des relations diplomatiques, si on peut employer cette expression, avec l'OLP. De temps en temps, il y a des rencontres, des échanges de vues, et j'ai déjà eu l'occasion de dire, si vous m'avez écouté il y a un moment, que nous étions loin d'être le seul pays à faire cela. Je crois même qu'il y a d'autres pays européens qui ont des relations beaucoup plus actives avec l'OLP que nous-mêmes. En tout cas, peu importe mais je ne connais pas "d'accord honteux" avec l'OLP, et je ne connais pas d'accord du tout, pas de traité, pas de contrat. Il y a des relations comme avec beaucoup de mouvements politiques dans le monde.\

QUESTION.- Est-ce que vous considérez que l'Iran qui est en train de se surarmer, qui veut visiblement devenir la puissance dominante du Golfe, constitue un risque de conflit sérieux pour le proche avenir ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas vous dire cela. Je constate simplement qu'il y a des volontés de puissance, l'Iran d'un côté, l'Irak de l'autre, il n'y a pas si longtemps il me semble bien qu'on n'ait rien abandonné de ce côté-là non plus. Ce sont deux grands et d'anciens pays, et ils prétendent, en effet, exercer une influence déterminante. Il leur arrive même de vouloir exercer une hégémonie, ce contre quoi nous nous sommes élevés. Mais je ne vais pas porter de jugement maintenant sur la politique de l'Iran. J'entends bien dire dans les milieux du Golfe et dans les milieux arabes que l'on redoute de nouvelles difficultés. Nous serions, nous Français, tout à fait fâchés qu'il y en eût parce que nous pensons que la frontière est historique, millénaire, qu'elle s'est juste ébréchée au moment de l'ouverture du conflit, lorsque l'Irak a prétendu récupérer au-delà des accords d'autrefois quelques îles dans le Chatt-el-Arab (je dis Chatt-el-Arab mais du côté iranien, on l'appellerait autrement).

- Je pense qu'il faut avoir la sagesse de s'en tenir là. Entre le monde perse et le monde arabe s'est établi, grâce à la géographie, une frontière historique qu'il vaut mieux ne pas toucher, sans quoi nous retrouverons les grands ébranlements que nous avons connus.\

QUESTION.- Les négociations politiques se poursuivent et parallèlement le boycott arabe contre

Israël se poursuit aussi. Est-ce que vous avez l'intention de prendre des initiatives en la matière ?

- LE PRESIDENT.- Il m'est facile de vous répondre que j'en ai déjà pris puisque dès 1981 j'ai donné des instructions pour que cessât ce boycott pratiqué en France par esprit de "suivisme" à l'égard des injonctions de quelques pays arabes. Moi qui ai beaucoup de relations et qui apprécie beaucoup certains aspects du monde arabe - j'ai des relations d'amitié avec plusieurs pays arabes - j'ai trouvé cela insupportable. Cette discrimination ne pouvait pas être acceptée. J'ai donc donné des instructions, - et cela n'a pas été si facile - pour que le boycott pût cesser. Ici ou là, on me signale que telle ou telle entreprise, ou telle ou telle personne échappe à nos instructions, s'incline devant les volontés de ceux qui veulent boycotter. Quand je l'apprends, je me fâche, et je continuerai d'agir ainsi. En effet, je souhaite dire au Conseil européen, donc aux pays amis membres de la Communauté, qu'ils feraient bien d'adopter la même attitude car toute forme de ségrégation, en particulier en l'occurrence commerciale, est insupportable dans des pays civilisés.

QUESTION.- Vous avez évoqué très chaleureusement la proximité entre les peuples d'Israël et de France. Est-elle compatible avec cette mesure de relative exclusion que constitue l'exigence du visa pour tout Israélien qui veut venir en France ?

- LE PRESIDENT.- Le fait que vous citez est vrai, mais si l'appréciation que vous portez était vérifiée, nous serions en situation bien inamicale à l'égard de la plupart des pays du monde ! Nous avons supprimé l'obligation de visa pour les pays directement membres de la Communauté, et quelques autres pays voisins d'Europe. En revanche, nous l'avons maintenue pour l'ensemble des pays africains où nous comptons quelques-uns de nos meilleurs amis du monde, pour certains pays d'Amérique latine qui nous font la même demande que vous maintenant, et avec lesquels nous avons des relations extrêmement fortes et anciennes. Le visa n'est donc pas une discrimination, une marque d'amitié ou d'inimitié. C'est une précaution qui a été prise au moment des vagues de terrorisme et qui peut paraître maintenant excessive. On peut donc y remédier. Nous savons bien que le terrorisme ne vient pas d'Israël, mais il était difficile de faire des exceptions sans alors susciter mille et une protestations. D'autres pays assez proches nous auraient dit : alors, et nous ?... Lorsque nous avons élargi à l'Europe occidentale, la levée des visas, aussitôt nous avons eu des protestations multiples de nos amis africains.

- Moi, maintenant je vais vous répondre d'une façon positive : je pense qu'il faut desserrer ce dispositif. Nous avons dépassé la phase franchement dangereuse et ces demandes de visa sont un ennui pour beaucoup de gens, il n'y a pas de raison de les ennuyer, donc je veillerai à ce que peu à peu on libéralise ce système.

QUESTION.- Monsieur le Président, croyez-vous à un Etat palestinien et avez-vous réussi à convaincre vos interlocuteurs israéliens ?

- LE PRESIDENT.- Je suis généralement fidèle à mes projets mais je ne veux pas non plus m'épuiser à convaincre un gouvernement ou des gouvernements sur un sujet où visiblement, peu de progrès ont été accomplis. Il me semble qu'un Etat palestinien a été reconnu par les Nations-unies lorsqu'a été créé l'Etat d'Israël. Il me semble bien. On n'en parle jamais ! Il me semble que les Nations unies ont reconnu à la fois la perspective d'un Etat pour Israël et celle d'un Etat pour les Palestiniens. L'un de ces Etats s'est constitué vigoureusement et courageusement. Tant mieux. Nous sommes tout à fait favorables à l'existence et aux moyens de sécurité de cet Etat. Nous pensons que l'autre est "resté en rade" alors que le droit est le même. Ce n'est pas simplement pour rappeler cette mesure déjà ancienne, (elle a plus de 40 ans) que je dis cela, c'est parce qu'il me semble qu'il est très difficile à un peuple de vivre sans patrie. Il est également très difficile à un peuple qui vivrait dans sa patrie de manquer des structures qui lui soient propres, qui naturellement portent à la constitution d'un Etat. Voilà c'est tout. Je suis logique avec moi-même. Il n'est pas demandé à la France de trancher ce problème mais je ne cache pas ma pensée.

QUESTION.- Pour revenir à la représentation palestinienne dans le processus de paix, vous avez semblé évoquer hier soir dans votre discours l'hypothèse d'élection des dirigeants des interlocuteurs qu'aura en face de lui l'Etat d'Israël. Etes-vous favorable à cette élection et comment traiter dans ce cas la représentation en exil des Palestiniens ? Comment surmonter ce problème ?

proposés :

- LE PRESIDENT.- Vous me prenez pour un médecin chargé de guérir les maux ! Tel n'est pas le cas. Vous faites vous aussi la question et la réponse à la fois. Donc il faut procéder par ordre pour éviter toute confusion dans les esprits. Les élections en soi, ici comme ailleurs, je ne connais pas de meilleure méthode. Si ces élections sont honnêtes - je n'ai pas de raison d'en douter avec un gouvernement comme celui-ci - on a devant nous un processus démocratique, et c'est le chemin de la paix. Des gens élus dans ces conditions régulières sont des représentants indiscutables. Ceci est une réponse de principe. Dans la pratique, vous savez fort bien que les dirigeants palestiniens qui sont sur le territoire ont des relations avec l'OLP de Tunis. Si ces dirigeants décident de procéder à des élections, je suppose qu'ils l'auront fait en accord avec leurs concitoyens de Tunis. Mais cela les regarde. Peut-être le feront-ils à leur corps défendant. Ne me demandez pas à moi, en plus, d'arbitrer d'éventuels problèmes qui risquent de se poser entre les représentants palestiniens des territoires en question et l'OLP de Yasser Arafat. C'est un problème qu'ils ont à régler entre eux. En soi, le processus d'élection est un processus heureux à condition que ce ne soit pas un camouflage. Les Palestiniens verront bien ce qu'ils ont à faire. Je n'ai pas à leur dicter leur comportement.\

QUESTION.- Deux visites, monsieur le Président, en Israël en dix ans et au cours de ces deux visites, pas un seul passage dans l'Est de la capitale de Jérusalem. Pourquoi ? Et est-ce que la France considère que Jérusalem est aujourd'hui la capitale à part entière de l'Etat d'Israël ?

- LE PRESIDENT.- Je suis venu huit fois en Israël et je dois vous dire que les six autres fois je me suis promené abondamment dans tous les coins de Jérusalem et même dans beaucoup de territoires alentour. Là je suis ici en qualité de Président de la République française dans une visite d'Etat, et je me conforme aux usages diplomatiques.

- QUESTION.- Monsieur le Président, M. Roland Dumas, doit rencontrer tout à l'heure des représentants palestiniens dans un lieu symbolique, à Jérusalem Est. Une conférence de presse commune avec M. Fayçal Husseini a été annoncée, quelle est la signification de ce geste ?

- LE PRESIDENT.- La rencontre oui, mais la conférence de presse non. Je rencontre moi-même des leaders palestiniens à Jérusalem Ouest. Vous voyez une énorme différence nous sépare !\